

# **Turquie : De l'ouverture démocratique à l'approfondissement stratégique.**

mardi 15 septembre 2009, par [Jean Marcou](#)

**Souvent accusé d'être tombé dans l'inertie depuis sa reconduite au pouvoir en 2007, le gouvernement de l'AKP paraît en être sorti pendant l'été, en rouvrant en fanfare plusieurs dossiers, qui étaient menacés d'enlisement. Après avoir lancé son ouverture démocratique visant à trouver une solution à la question kurde (cf. nos éditions des 30 juillet, 9 août, 13 août, 20 août et 2 septembre 2009) le voilà qui vient de signer un accord avec Erevan qui devrait prochainement permettre une ouverture de la frontière turco-arménienne (cf. nos éditions du 1<sup>er</sup> et 3 septembre 2009), tandis qu'il s'active pour qu'une solution soit enfin trouvée à Chypre. Questions kurde, arménienne, chypriote... certains s'inquiètent : ce gouvernement n'a-t-il pas plus gros yeux que gros ventre et n'est-il pas en train d'ouvrir trop de chantiers à la fois ?**

Cette soif d'ouverture semble pourtant bien avoir un objectif précis : convaincre l'Europe que la Turquie est à nouveau en marche. L'initiative kurde du gouvernement, tout d'abord, entend s'attaquer au principal verrou qui bloque désormais l'achèvement de la démocratie et de l'État de droit. Les dirigeants de l'AKP espèrent par là même pouvoir procéder aux réformes de fond qui restent à faire pour amener le pays au niveau des standards européens, en matière politique et juridique. Récemment, Suat Kılıç, le vice-président du groupe parlementaire du parti majoritaire, a estimé que la question kurde était le problème le plus difficile que la Turquie avait à résoudre mais que, si cette question était résolue, le temps nécessaire pour intégrer l'UE en serait probablement réduit de moitié. L'ouverture de la frontière avec l'Arménie devrait aussi avoir un effet bénéfique pour la candidature d'Ankara à l'UE. Quant au règlement du conflit chypriote, il fait figure d'urgence dans la mesure où la non ouverture des ports et aéroports aux navires et aéronefs de Nicosie a conduit, en décembre 2006, au gel de 8 chapitres des négociations.

La première mouture du rapport de l'UE, appréciant annuellement la progression de la candidature turque, dont la version définitive sera rendue publique au début du mois de novembre prochain et dont la presse a déjà fait état, serait meilleur que le rapport de l'année 2008 (cf. notre édition 13 novembre 2008). Il saluerait notamment l'initiative du gouvernement pour résoudre la question kurde, mais en demandant qu'elle repose sur des mesures plus substantielles et sur le développement d'un consensus social. L'accord turco-arménien, qui n'a pas été pris en compte dans cette version provisoire du rapport, viendra probablement largement bonifier sa version finale. Une solution du différend chypriote serait bien sûr du meilleur effet, mais depuis un an les négociations engagées passent par des hauts et des bas, ce qui rend périlleuse toute spéculation sur leur issue finale.

Participant à cette offensive qui entend démontrer que le gouvernement a repris le chemin du changement, la politique étrangère, que développe actuellement Ahmet Davutoğlu (qui a pris les rênes de la diplomatie turque depuis le printemps dernier), s'emploie à accroître le positionnement stratégique de la Turquie et à illustrer l'accession de celle-ci au rang de puissance régionale. Écumant les capitales de la région, le nouveau ministre des affaires étrangères, qui n'hésite pas, le cas échéant, à enrichir ses déplacements officiels de conférences académiques où il reprend pour quelques instants la posture du professeur de relations internationales qu'il a été, est en train de devenir une star des médias au Moyen-Orient. Que la tension monte entre Bagdad et Damas, le voilà qui fait la navette entre les deux capitales arabes pour mettre de l'huile dans les rouages ! Que le conflit se ravive entre la Géorgie et l'Abkhazie amenant la Russie à froncer les sourcils, il est à Tbilissi et envoie un émissaire à Soukhoumi (notre édition du 9 septembre 2009) ! Entretemps, le stratège turc se rend à Chypre du nord, pour tenter d'y accélérer les négociations en cours avec la partie grecque, visite deux fois l'Égypte pour tenter

d'apaiser les multiples tensions qui secouent le monde arabe, sans oublier de faire un crochet par Stockholm où il tente de prévenir les effets du turco-scepticisme d'un certain nombre de ses homologues européens. Partout, il s'agit de démontrer que la Turquie a bel et bien approfondi sa position stratégique en faisant la paix avec ses voisins et en devenant une force de stabilisation régionale incontournable pour l'Europe.

Donnons acte aux dirigeants turcs que leurs efforts n'ont pas été totalement vains. Tant sur le plan interne que sur le plan international, ils sont parvenus à convaincre qu'ils tentaient de repasser à l'offensive. Mais les dynamiques qu'ils ont initiées depuis le début de l'été restent fragiles.

L'ouverture kurde de Recep Tayyip Erdoğan a suscité certes un certain élan, au point même qu'on a pu croire qu'un axe porteur AKP-DTP était en train de naître, profitant d'une abstention bienveillante de l'armée et d'un isolement croissant de l'opposition. Las ! À l'issue des premiers enthousiasmes, un certain nombre de failles sont apparues : gêne du gouvernement à faire des propositions concrètes, dissensions au sein des Kurdes, problème de l'entrée ou non du PKK dans le processus... Il n'en a pas fallu plus pour que l'armée ose à nouveau se faire entendre en traçant un certain nombre de lignes rouges à ne pas franchir, tandis que l'opposition haussait encore d'un ton les critiques acerbes qu'elle proférait déjà depuis plusieurs semaines. Le PKK, pour sa part, après avoir prolongé la trêve unilatérale qu'il a décrétée depuis le printemps, n'a finalement pas fait connaître la fameuse feuille de route de son leader. Et le gouvernement se retrouve dans une position délicate au moment où il doit en venir aux actes et dévoiler des propositions qui risquent d'être en retrait par rapport à l'ouverture espérée.

Sur le front diplomatique régional, la Turquie a indiscutablement marqué des points. L'accord turco-arménien, s'il aboutit à la ratification des 2 protocoles (cf. notre édition du 3 septembre 2009) et à la normalisation des relations entre Ankara et Erevan aura sans doute des effets positifs, y compris dans sa dimension symbolique et surtout s'il s'accompagne d'un règlement au Haut-Karabakh. Mais les multiples initiatives prises par la Turquie en direction de pays avec lesquels elle entretenait des relations prudentes si ce n'est difficiles (Syrie, Arménie, Russie...) perturbent ses rapports avec ceux qui faisaient figure d'alliés privilégiés (Israël, Azerbaïdjan ou Géorgie...). Ce n'est pas tout à fait la première fois que la Turquie procède à ce genre d'ouverture diplomatique.

En 1999, après des tremblements de terre survenus dans les deux pays, elle avait réussi à renouer le contact avec la Grèce. Pourtant, dix ans plus tard, si des succès notables ont été enregistrés sur le plan économique, les principaux dossiers politiques qui gênent la relation turco-grecque n'ont pas beaucoup progressés. Il est donc souhaitable que la « diplomatie du football » produise des effets plus rapides que celle « des tremblements de terre » et que l'ouverture kurde ne déçoive pas. Car, désormais, l'on attend pas seulement du gouvernement des gestes spectaculaires prometteurs, mais aussi des résultats concrets.

JM

[Découvrir les autres articles de Turquie Européenne](#)

---

## Sources

Source : OVIPOT, le 13.09.09